



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THIONVILLE

1 allée du Château

CS 45001

57085 METZ CEDEX 3

Téléphone : 03.87.66.71.58

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de Fournitures Courantes et Services

REALISATION DE TRAVAUX D'IMPRIMERIE POUR LE CHR METZ-THIONVILLE

La consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : le 10 janvier 2025 à 12h00

ARTICLE 1- PARTIE CONTRACTANCE

Le CHR METZ-THIONVILLE personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

La présente consultation a pour objet **LA REALISATION DES TRAVAUX D'IMPRIMERIE POUR LE CHR METZ-THIONVILLE.**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 2- MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION

La consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique

A ce titre, le CHR procédera à la négociation des offres reçues. Le CHR se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans engager lesdites négociations.

Il est conclu sans minimum et avec un maximum fixé à 120 000 € HT pour la durée totale du marché.

Les quantités indiquées dans le bordereau de prix unitaire sont estimatives sur une durée de 12 mois et non contractuelles.

ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT

Le marché est constitué d'un lot unique, les prestations formant un tout indivisible.

ARTICLE 4- DUREE ET PRISE D'EFFET DU MARCHE

Le marché est conclu pour la période du 1^{er} février 2025 (ou à sa notification si elle intervient ultérieurement) pour une durée de 2 ans. Il est reconductible pour une période de 2 ans.

Cette reconduction est tacite. A l'inverse, en cas de non reconduction, la décision sera prise de manière expresse par la Pouvoir Adjudicateur avec un préavis de 2 mois avant la période considérée.

ARTICLE 5- DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées, du plus important au moins important :

- l'Acte d'Engagement et le bordereaux de prix et autres annexes financières éventuelles ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières formant état des besoins et ses annexes, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.) ;
- l'offre technique et financière retenue.

ARTICLE 6- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

6-1-Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (préparation de commande, facturation ou autres) **et ne doivent pas être liés à un minimum de commande.**

Le marché est traité à prix unitaire. Les prix seront libellés en Euros.

Les candidats devront proposer des prix, franco de port et d'emballage et de livraison par article.
Le prix du marché, tel que figurant au BPU est valable pour la 1ère année de validité du marché et révisable 1 fois par an à la date d'anniversaire du marché.

6-2-Modalités de variation des prix

Le titulaire pourra proposer la révision de ses tarifs par demande expresse envoyée au CHR Metz Thionville, Direction des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie, 1 allée du Château - CS 45001 – 57085 METZ cedex 3, **2 mois au moins avant la date d'anniversaire du marché**

Chaque nouveau tarif accepté sera considéré comme tarif contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du marché. La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le pouvoir adjudicateur.

6-3-Révision des prix :

Les prix définis au BPU sont révisables à chaque date anniversaire du marché. Ils sont réputés établis aux conditions économiques du mois Mo (janvier 2025).

Les prix sont révisés suivant la formule paramétrique ci-après :

$$P = P_o \times I_n / I_o$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé,

- P_o est le prix initial

réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (janvier 2025).

- I_o est la valeur de l'indice I au mois de référence Mo ((janvier 2025).

I : l'indice de référence de l'INSEE, identifiant : 010763803. « Indice de prix de production de l'industrie français pour le marché français- Prix de marché- CPF 17.12- Papier, Carton »

Le marché déroge à l'article 10.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S : il ne sera procédé à aucune révision de prix au cours d'une période annuelle.

ARTICLE 7- AVANCE FORFAITAIRE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

7-1-Avance forfaitaire

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le C.H.R. Metz-Thionville pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

7-2-Garantie à première demande

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au C.H.R. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un établissement de crédit.

L'établissement de crédit s'engage alors à rembourser le C.H.R., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le C.H.R Metz-Thionville procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 9- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT

9-1- PENALITES POUR RETARD

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

VxR

P= -----

20

dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = montant des prestations hors taxe, base de calcul des pénalités ;

R = nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS : il n'est fixé aucun seuil d'exonération de pénalités.

9-2- EXECUTION PAR DEFAULT

En cas d'absence ou de retard dans l'exécution des prestations, ou d'une prestation ayant fait l'objet d'un rejet ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à la livraison effective des produits par le tiers fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit par la voie d'avoir ou récupérée par titre de recettes, au libre choix du responsable de l'établissement concerné.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

9-3- SURSIS DE PAIEMENT

Le titulaire se verra opposé un sursis à la mise en paiement dans l'une des situations suivantes :

- NON RESPECT DU PRIX DU MARCHE
- ERREUR DE QUANTITE
- ERREUR DE TVA
- PORT FACTURE NON DU
- ADMISSION DU MATERIEL/ DE LA PRESTATION NON PRONONCEE
- TAUX DE REMISE SUR ARTICLES FACTURES NON INDIQUE
- TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNEE CONCERNEE NON ARRETES
- RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE DIFFERENT DE CELUI PORTE AU MARCHE

La mise en paiement ne pourra être reprise qu'une fois les corrections effectuées.

ARTICLE 10 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES

10-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures seront libellées à l'ordre de :

- **Centre Hospitalier Régional METZ-THONVILLE**

Hôpital de Mercy - Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie – 1, Allée du Château, 57085 Metz Cedex 3.

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Etablissement	N° de SIRET	Code service
CHR METZ-THONVILLE	265.702.803.00510	

Les factures contiennent les informations suivantes :

- ▢ les noms et adresse du créancier ;
- ▢ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- ▢ le numéro du marché ;
- ▢ la date d'exécution des prestations ;
- ▢ le prix unitaire H.T ;
- ▢ le montant hors T.V.A.;
- ▢ le taux et le montant de la T.V.A. ;
- ▢ le montant total T.T.C. ;
- ▢ la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le paiement s'effectuera par les soins du trésorier.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

10-2- DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

ARTICLE 11- INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 12- RESILIATION

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G./FCS.

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1^{er} du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

ARTICLE 13 - ASSURANCES

Lors de la remise de son offre, l'entrepreneur devra fournir obligatoirement une attestation délivrée par sa compagnie d'assurance, justifiant de la couverture des conséquences pécuniaires de la RESPONSABILITE CIVILE qu'il est susceptible d'encourir à l'égard des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant en cours qu'après réception des travaux.

Cette attestation devra porter la mention de l'étendue de la garantie.

L'entrepreneur devra joindre obligatoirement à sa première demande de paiement la police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et l'article 2270 du code civil, pour les travaux faisant l'objet du présent marché.

ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est admise pour ce marché, dans les conditions décrites par la loi n°75.1334 du 31 décembre 1975.

Aucun sous-traitant ne sera admis s'il n'a pas été préalablement agréé par le maître d'ouvrage et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage.

L'intégralité des dispositions contenues dans le présent C.C.A.P. s'imposent aux éventuels sous-traitants.

ARTICLE 15- COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'Inspectrice Générale des Finances,
Rue des Frères Lacretelle, 57070 Metz
tél. : 03 87 65 17 60, fax : 03 87 65 17 99.

ARTICLE 16- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 17- DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 6 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 10.2.2 du CCAG FCS.

L'article 9-1 du cahier des clauses administratives particulières déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS.

L'article 12 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 42 du CCAG FCS.

Fait à Metz, le 4 décembre 2024

Katia REBELO-SEWASTIANOW

Directrice des Achats de la
Logistique et de l'Hôtellerie

Directeur Adjoint

Direction des Achats et des Approvisionnements
Direction de la Logistique et de l'Hôtellerie

CHR Metz - Thionville

1, Allée du Château

CS 45001 - 57085 Metz Cedex 03

